

L'art de la défaite

Pierre Drouilly

«La dérision est la forme la plus achevée du désespoir»

Depuis le référendum de 1995, tous les sondages montrent que le OUI recueillerait, au cours d'un hypothétique référendum, au moins 42% des voix, c'est-à-dire une majorité du vote francophone. Mais ces mêmes sondages nous apprennent aussi qu'une très forte majorité de Québécois (y compris une majorité de souverainistes) ne veulent pas immédiatement d'un autre référendum. C'est probablement qu'ils ne veulent pas en perdre un troisième, après les défaites de 1980 et de 1995. Profonde sagesse du peuple, qui sait instinctivement que des défaites successives ne font pas des nations fortes! Même si elles peuvent, à l'occasion, faire des nations martyres, celles dont les cimetières de l'histoire sont remplis.

Nous pensons pourtant que le peuple québécois se trompe lourdement cette fois-ci, lorsqu'il pense que les politiciens souverainistes ont pour objectif une victoire référendaire, et lorsqu'il redoute que leur témérité et leur empressement n'entraîne une nouvelle défaite historique. La vérité est que les citoyens et les citoyennes sont victimes d'une illusion persistante et étrange qui consiste à croire que l'objectif réel des politiciens est d'accéder au pouvoir, ou de s'y maintenir, et celui des partis politiques de gagner des élections et des référendums, alors qu'en fait l'objectif profond, et inconscient, des politiciens n'est pas de gagner une majorité, de s'imposer au gouvernement ou de transformer la société, comme l'a magistralement démontré le regretté politologue français Frédéric Bon il y a une quinzaine d'années (Frédéric Bon, *Que le meilleur perde, éloge de la défaite en politique*, Éditions Balland, 1986). En effet, l'objectif profond des hommes et des femmes politiques n'est pas la victoire, mais bien la défaite. Paraphrasons Frédéric Bon.

La victoire politique implique des désagréments formidables. En cas de victoire, les politiciens, contraints de mettre leurs idées en pratique, se voient confrontés à la résistance des hommes et des choses. S'ils les appliquent, leurs théories doctrinaires risquent de démontrer leur inadéquation et leur ineptie; s'ils les abandonnent devant l'épreuve des faits, ils étalent leur inconsistance et leur

pusillanimité. Les politiciens victorieux sont plombés par leurs promesses électorales absurdes, confrontés quotidiennement aux mille problèmes qui surgissent et dont on les rend responsables (urgences dans les hôpitaux, grève ici, fermeture d'usine là, drogue dans telle école, manifestation dans telle ville, c'est tout juste si on ne les rend pas fautifs de la mauvaise température qu'il fait, que ce soit une inondation ou un verglas persistant...). Le pouvoir vieillit les hommes et les femmes politiques à grande vitesse: tel politicien, qui était fringant en accédant au pouvoir, se retrouve quatre plus tard le teint blafard, les tempes grises, le regard glauque, la démarche lourde...

Regardez par contre les hommes et les femmes dans l'Opposition: ils sont comblés. Ils n'ont rien à gérer, rien à faire. S'ils veulent flâner ou voyager, nul ne les dérangera. Une seule obligation: discourir sans se soucier des conséquences de leurs paroles, dénoncer à tort et à travers la malfaisance du parti au pouvoir en flattant leur propre vertu, et prêter aux adversaires les pires intentions malveillantes ou les accuser des pires malversations. Les politiciens et politiciennes dans l'opposition ont le teint rose et le verbe haut. Bref, le pouvoir c'est l'Enfer; l'opposition, c'est le Paradis.

Souvenez-vous de la soirée des élections de 1994. Pourquoi Jacques Parizeau faisait-il la baboune? Mais parce qu'il avait gagné les élections, tout simplement! Alors que Daniel Johnson, qui venait de les perdre après quelques mois de pouvoir, affichait un sourire radieux! Comment croire que les hommes et les femmes politiques jouent si manifestement contre leur propre intérêt et qu'ils cherchent pour de bon à prendre ou à garder le pouvoir? N'est-il pas plus sensé de penser qu'ils font inconsciemment tout pour le perdre, ou pour ne pas le conquérir, que chacun de leurs actes vise à les écarter du gouvernement et qu'ils tendent à l'opposition de toutes les fibres de leur être?

Mais alors, si tel est bien le cas, comment ne s'en est-on pas aperçu plus tôt? Simplement parce que les hommes et les femmes politiques cachent avec soin leur goût irrépressible pour la défaite, et qu'ils ont abusé jusqu'à présent l'ensemble des citoyens et des citoyennes. Un homme ou une femme politique qui confesserait en public son aversion pour le pouvoir, apparaîtrait si désintéressé(e) que les électeurs et les électrices le porteraient aussitôt à la tête du gouvernement!

Spontanément, les hommes et les femmes politiques disent, et croient, qu'ils veulent gagner, afin d'agir pour transformer la société, et pour l'améliorer: mais

leur inconscient leur commande de perdre, afin de maximiser leur bonheur. Nous assistons donc à un chassé-croisé tout à fait bizarre: deux adversaires donnent de la voix pour affirmer qu'ils veulent gagner, mais une petite voix à l'intérieur les entraîne à commettre toutes les bévues qui les conduiront à la défaite rédemptrice. Telle est la loi cardinale de la politique. Mais comme les électeurs sont assourdis, et étourdis, par les déclarations tonitruantes des politiciens, ils ne peuvent entendre ces petites voix, et contribuent ainsi à les étouffer.

Homme accablé par la victoire de 1994, Monsieur Parizeau allait donc s'employer toute l'année suivante à se débarrasser du pesant fardeau du pouvoir. Plutôt que de gouverner et de s'attirer des ennuis sans nombre, il promit immédiatement de tenir dans l'année un référendum sur la souveraineté du Québec. Manœuvre magistrale! Cela lui permettait de ne pas gouverner, et donc de ne pas subir les inconvénients du pouvoir, tout en se peignant dans le coin, et donc de maximiser les chances de perdre ce référendum promis solennellement.

C'est ainsi que plus les signes annonciateurs d'une défaite référendaire s'accumulaient, plus Monsieur Parizeau se raidissait dans sa détermination doctrinaire: échec des Commissions sur l'avenir du Québec, mauvais sondages, dérapage des études Le Hir, tout renforçait la précipitation du gouvernement. Il est vrai qu'une défaite vite faite est infiniment plus élégante qu'une défaite péniblement acquise après de longues années de cafouillage. Puis, de manière à s'assurer une défaite certaine, le mouvement souverainiste pris, au cours de l'été, une sage décision: afin d'ajouter à la confusion de ses militants, il fit alliance avec l'Action démocratique de Mario Dumont, dont tout le programme politique réactionnaire est à l'opposé des sensibilités fondamentales des péquistes. Bref, à la fin de l'été 1995, tout était en place pour une défaite magistrale: mauvais sondages, apathie d'une large partie de l'opinion publique, mobilisation des forces fédéralistes à Ottawa et désarroi parmi les troupes péquistes. L'affaire était entendue: Monsieur Parizeau déclencha donc, à la fin de l'été 1995, dans la joie et l'allégresse, un référendum perdu d'avance.

C'était ne pas compter avec l'habileté des politiciens fédéralistes. Ceux-ci, pris devant le fait accompli de cette précipitation et confrontés à la perspective d'une victoire assurée, mirent quelques semaines à réagir, et à ajuster leur flûtes. Mais il trouvèrent enfin la parade: elle consista à mettre de l'avant quelques hommes d'affaires bien en vue (Beaudoin, Garcia, etc.) qui se mirent à insulter et à dénigrer

le peuple québécois dans des déclarations à l'emporte-pièce, de façon à provoquer un sursaut de dignité qui le pousserait à voter OUI, et à assurer la défaite du NON. Immédiatement, les sondages commencèrent à enregistrer une progression, lente mais sûre, du OUI dans l'opinion publique.

Sur le coup les politiciens souverainistes furent surpris et déstabilisés, mais ils trouvèrent rapidement une parade: début octobre, Monsieur Parizeau remit symboliquement le pouvoir à Lucien Bouchard en le désignant négociateur en chef après une éventuelle victoire du OUI. Un général qui passe la main en plein milieu de la bataille, n'est-il pas en train de dire qu'il ne veut pas la gagner? Le message subliminal était subtil, et la manœuvre toute en finesse. En effet, de deux choses l'une: ou le OUI perdait, et alors Parizeau pouvait s'attribuer le mérite de la défaite; ou le OUI gagnait, et il pouvait alors en rejeter le blâme sur Lucien Bouchard.

Hélas! Ce stratagème ne réussit qu'à moitié. Le OUI perdit en effet, mais par une marge si mince, que cela s'apparentait à une victoire morale. Certains diraient même que de perdre un référendum par moins de un pour-cent, cela approche la perfection absolue. Ils n'auraient pas entièrement tort. C'est pourquoi, en fin politicien et homme supérieurement intelligent, Monsieur Parizeau verrouilla magistralement l'avenir le soir même du référendum: ce fut sa fameuse déclaration sur «la défaite causée par l'argent et des votes ethniques».

Et afin de se garantir de ne pouvoir capitaliser sur cette demi-victoire référendaire, et dans le but d'en faire une défaite certaine, il démissionna dans les jours qui suivirent, abandonnant son parti et ses militants à leur sort. À ce propos, on mesurera le génie politique de Parizeau en le comparant à celui de Joseph Papineau, quittant le Québec au début du soulèvement des Patriotes de 1837. Le parallèle est saisissant! Mais Papineau eut une plus grande perspicacité en abandonnant ses troupes et ses partisans à la veille de leur victoire de Saint-Denis, alors que Parizeau les abandonna au lendemain de leur quasi-victoire référendaire (si l'on admet que son discours du 7 octobre n'était pas encore vraiment une démission).

Quelle magistrale leçon politique, qui nous prouve une fois de plus que les grands esprits se rejoignent par delà les siècles!

Demain: La recherche des conditions perdantes

La recherche des conditions perdantes

Pierre Drouilly

Lucien Bouchard était bien à Ottawa: chef de l'Opposition, il était assuré à vie de ne jamais être chef du gouvernement, puisque le Bloc québécois, confiné au Québec, ne pourra jamais conquérir le pouvoir à Ottawa. C'était là une situation de rêve, l'archétype du confort politique absolu, auquel peu de partis peuvent rêver (seuls les partis communistes en Europe ont bénéficié de ce privilège, et aussi le Crédit social au Canada pendant de longues années). Même Mario Dumont n'est pas garanti de bénéficier de cette situation confortable indéfiniment.

Mais voici que le départ de Jacques Parizeau, au lendemain du référendum de 1995, a comme aspiré Lucien Bouchard vers le pouvoir à Québec à l'hiver 1996. Quand on se souvient de la longue hésitation dont il fit preuve avant d'accepter ce fardeau, on ne peut que saluer en lui un homme d'expérience politique, qui connaissait très bien tous les désagréments au devant desquels il allait.

Adulé des foules, sondages dopés entre les mains, une quasi-victoire référendaire dans son jeu, Lucien Bouchard donnait l'image d'un politicien à qui tout réussit et à qui rien n'est interdit. Alors que les fédéralistes portaient le fardeau d'une victoire référendaire, et étaient coincés d'une part par l'échéance des prochaines élections fédérales et, d'autre part, par la date butoir de 1997 au cours de laquelle devait se tenir, selon la constitution de 1982, une conférence constitutionnelle pour discuter de la formule d'amendement.

N'importe quel politicien inexpérimenté aurait, tout de suite après sa nomination par acclamation comme chef de parti et Premier ministre du Québec, tenté d'essayer d'obtenir un mandat populaire au cours d'une élection générale. Mais Lucien Bouchard n'est pas un politicien inexpérimenté. Il voyait bien, au printemps 1996, que les sondages garantissaient au Parti québécois une victoire éclatante les deux doigts dans le nez. Il évita donc ce piège grossier.

Par ailleurs, les résultats référendaires de 1995 montraient bien que toute action du gouvernement du Parti québécois sur la question constitutionnelle risquait d'allumer dans le reste du Canada un feu de brousse pouvant conduire à une situation explosive: il suffisait de prendre acte de la défaite référendaire (tout en conservant ses convictions souverainistes), mais aussi du message dont elle était

porteuse (49,5% des voix et 60% du vote francophone pour le OUI), pour exiger du reste du Canada de livrer la marchandise. La conférence constitutionnelle de 1997 aurait pu servir d'échéance donnée au Canada pour proposer une réforme sérieuse du fédéralisme: connaissant le Canada tel qu'il est, cela aurait été la goutte d'eau qui aurait mis le feu aux poudres, comme lors de l'entente du Lac Meech, et cela aurait pu, malencontreusement, mobiliser le peuple québécois.

Lucien Bouchard ne prit le risque ni d'une élection gagnante ni d'une action politique déterminante sur le front constitutionnel, et décida de gagner du temps pour s'éviter sagement la victoire en dilapidant son capital de sympathie politique: il ne déclencha donc pas d'élections, et lors de la conférence des Premiers ministres de 1997, il s'absenta de la réunion lorsque fut décidé, à l'unanimité sauf le Québec, qu'il n'y avait pas lieu de discuter de la formule d'amendement (on dit même qu'il en profita pour aller aux toilettes...).

Au plan interne, Lucien Bouchard alla faire une gémulation rituelle devant les anglophones au Centaur, puis convoqua un sommet économique au cours duquel il dialogua cordialement et négocia un sec virage économique avec les plus éminents représentants du comité référendaire du NON (Beaudoin, Coutu, CPQ, etc.), virage qui conduisait à une politique de rigueur de longue durée. L'objectif, bien entendu, était de semer le doute et de provoquer le désarroi chez les souverainistes. L'objectif du déficit zéro n'allait-il pas frapper durement les fonctionnaires, les employés des secteurs de l'éducation et de la santé, les petits salariés, bref tout ce qui constitue l'élément le plus solide de l'électorat acquis au Parti québécois, et qui s'était fermement prononcé pour le OUI en 1995? Voilà qui devrait bien faire baisser la ferveur nationaliste, et écarter le risque d'un référendum gagnant.

Puis Lucien Bouchard attendit tranquillement que le Parti libéral se débarrasse enfin de son chef Daniel Johnson, un perdant de haut calibre, et se donne finalement un leader gagnant: le chef péquiste cherchait habilement à donner le pouvoir à ses adversaires même si ceux-ci n'en voulaient pas vraiment. Au printemps 1998, Jean Charest était l'homme désigné, les sondages le créditant d'une victoire facile face au Parti québécois. Mais l'homme flaira le piège: comme Lucien Bouchard deux ans auparavant, Jean Charest était bien à Ottawa. Chef d'un parti réduit à l'état de particule, il était à l'abri de gagner une élection canadienne (l'élection fédérale de 1997 l'avait amplement prouvé) et le pouvoir

pouvait lui échapper pendant de longues années encore.

Pourtant, après quelques semaines d'hésitations, Jean Charest succomba au chant des sirènes et finit par accepter de devenir chef du Parti libéral: faiblesse passagère ou inconscience d'un politicien malhabile? Ce serait se méprendre que de penser cela. Jean Charest est un homme d'une exceptionnelle habileté politique, qui a réussi à transformer sa victoire annoncée en défaite éclatante d'une manière tellement subtile qu'on en a le vertige après coup, en y repensant.

Durant tout l'été 1998, les sondages annonçaient de manière répétitive une victoire libérale et une défaite péquiste assurées. C'est ainsi qu'au début de l'automne, Lucien Bouchard put donc déclencher sereinement les élections, la défaite étant aussi assurée que l'arrivée des premières neiges. C'est là que le génie politique de Jean Charest s'est révélé dans toute sa splendeur et a donné aux politologues une leçon de savoir-perdre sur laquelle ils devront méditer longtemps. Jean Charest est un animal politique tout à fait remarquable.

Depuis le printemps 1998, les sondages montraient que l'électorat de l'Action démocratique s'était complètement dégonflé, et que les électeurs fédéralistes de celle-ci étaient en grande partie retournés au Parti libéral. C'est ce mouvement qui expliquait la remontée du Parti libéral et ce que l'on a appelé «l'effet Charest». Nous nous disions alors que l'un des deux partis, québécois ou libéral, prendrait en compte ce «facteur Dumont» et tenterait de l'attirer à lui, de manière à s'assurer une victoire sur l'adversaire en allant chercher ces quelques pour-cent qui vous scellent vite fait une majorité parlementaire. Nous avions tout faux cependant, puisque l'objectif en politique, on ne le répétera jamais assez, n'est pas de gagner mais bien de perdre.

Cette fois-ci, Jean Charest fut plus habile que Lucien Bouchard. Ce dernier adopta en effet une stratégie immobiliste, se croyant à tort assuré de la défaite. Erreur fatale! Jean Charest, quant à lui, devait faire quelque chose, puisque tout le monde le donnait gagnant. L'astuce fut la suivante: le Parti libéral insista pour que, lors du débat télévisé, Mario Dumont soit présent à parts égales, bien que les sondages ne lui créditaient en début de campagne que 5% des intentions de vote. Le Parti québécois ne vit pas venir cette botte sournoise et tomba dans le piège: il accepta donc cet arrangement. Le reste était un jeu d'enfant pour Jean Charest. Il s'attaqua tout au long du débat à Mario Dumont, lui donnant par le fait même une stature politique qu'il n'a pas. Les sondages enregistrèrent immédiatement une remontée

de l'Action démocratique (qui finit avec plus de 10% du vote) et une baisse corrélative du Parti libéral. La défaite était ainsi assurée pour le Parti libéral.

Résultat immédiatement perceptible: Jean Charest a rapidement retrouvé le sourire, et son visage est aujourd'hui radieux. On le sent détendu, heureux et serein, et il a même changé de coiffure! Par contre, Lucien Bouchard a l'air renfrogné, tendu, fatigué, maussade. Il faut dire que cette victoire inattendue augure mal pour son avenir politique. Le Parti québécois pousse fort pour que se tienne un autre référendum, et malheureusement les sondages montrent encore qu'une majorité de francophones s'obstine à vouloir voter OUI dans un éventuel référendum. Le risque demeure donc grand que le OUI puisse gagner.

Ce serait sous-estimer Lucien Bouchard que de penser qu'il allait se laisser décourager si facilement: il a l'étoffe d'un grand perdant. Aussi a-t-il trouvé une façon sûre d'atteindre la défaite, s'inspirant en l'occurrence de René Lévesque lui-même. Souvenons-nous, en effet: après l'inattendue et éclatante victoire du Parti québécois aux élections de 1981, le gouvernement péquiste s'engagea en 1982 dans une lutte ouverte contre les syndicats de la fonction publique et parapublique, reprenant sa parole et sa signature, coupant les salaires, adoptant des milliers de décrets à la vapeur, votant des lois spéciales rétroactives, insultant et dénigrant fonctionnaires, enseignants, travailleurs de la santé, etc. C'était la manière la plus sûre de miner sa base sociale, de démoraliser ses militants et de scier la branche politique sur laquelle le Parti québécois était assis. Le résultat de cette stratégie fut l'éclatante défaite de 1985, qui remit le Parti québécois dans le confort de l'Opposition pour une bonne dizaine d'années.

Or que fait aujourd'hui le gouvernement du Parti québécois? À peu près la même chose! Avec le flair de politiciens expérimentés, les dirigeants péquistes bâtissent patiemment des conditions perdantes: en s'attaquant cette été aux infirmières, et bientôt à l'ensemble de la fonction publique et parapublique (fonctionnaires, secteurs de la santé et de l'éducation), le Parti québécois ne peut que se brouiller durablement avec sa base politique et perdre ses plus sûrs alliés. Nous faisons le pari que cette habile stratégie devrait porter ses fruits, et que cela devrait se traduire dans les prochains mois par une baisse significative des intentions de vote souverainistes dans les sondages, annonciatrice d'une véritable débâcle politique.

Le Parti québécois sera alors définitivement à l'abri d'une victoire référendaire, et il pourra alors retourner tranquillement dans l'Opposition. À moins que...